



**Durban**2019  
11-15 Novembre

CONGRES DE CGLU  
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS  
LOCAUX ET REGIONAUX



# MANIFESTE

## Le Futur du Logement

**#CitiesAreListening**

UCLG Manifestes

## **MANIFESTE POUR LE FUTUR DU LOGEMENT CONVENABLE**

### **REVALORISER LA PUISSANCE PUBLIQUE POUR PERMETTRE LE DROIT AU LOGEMENT CONVENABLE DES COMMUNAUTÉS**

Alors que le marché mondial de l'immobilier est estimé à 217 000 milliards de dollars, des centaines de millions de personnes dans le monde ne sont plus en capacité d'accéder à des logements adéquats et abordables. Cette réalité affecte une grande partie de la population. Le nombre de personnes sans-abri augmente presque partout dans le monde, les expulsions forcées se poursuivent sans relâche et les communautés marginalisées se retrouvent dans des conditions de vie de plus en plus précaires. Si les plus marginalisés sont indubitablement et profondément touchés par la crise du logement, celle-ci concerne également de plus en plus de ménages à revenu intermédiaire et au-delà. En réponse, notre organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux, la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable, Leilani Farha, et la Plateforme Globale du Droit à la ville se sont mobilisés depuis 2016 (Habitat III et les Engagements de CGLU à Bogota) pour promouvoir le droit à un logement convenable, faisant de celui-ci une des principales priorités des agendas locaux et mondiaux.

Depuis lors, des collectivités territoriales du monde entier ont réalisé, ensemble, d'importants efforts pour mieux faire connaître les problématiques du logement en milieu urbain (notamment le sans-abrisme, le logement inadéquat, les expulsions forcées, la ségrégation sociale et spatiale, la spéculation immobilière entraînant la financiarisation du logement, le logement inabordable, etc.) A travers ces efforts, les gouvernements locaux ont montré leur volonté d'explorer des politiques visant à sécuriser le droit au logement. En revendiquant le droit au logement comme un droit humain, les gouvernements locaux du monde entier s'engagent pour l'amélioration de l'action locale, l'innovation des politiques publiques et la mise en œuvre concrète du droit au logement, tout en dénonçant les conséquences dramatiques de la financiarisation du logement.

Plus de 40 collectivités locales à travers le monde se sont engagées dans le « Shift » et ont signé la Déclaration "Villes pour un logement convenable" (2018). Il s'agit du premier et unique pas qui a été fait au niveau international sur ces questions.

S'appuyant sur leurs engagements à l'égard du Shift et de la Déclaration, les gouvernements locaux, métropolitains et régionaux revendiquent collectivement plus de pouvoir pour réguler les marchés du logement ; attirer davantage de financement vers des options de logement abordable en plus d'améliorer les parcs de logements publics et sociaux ; créer davantage d'outils pour coproduire des logements alternatifs, publics et privés ou gérés par les communautés ; développer des stratégies d'aménagement urbain qui combinent logement convenable au sein de quartiers durables et inclusifs ; améliorer la coopération des gouvernements locaux et de leurs réseaux afin de permettre la création de meilleures stratégies résidentielles.

Nous, gouvernements locaux, réunis à l'occasion du Congrès Mondial 2019 de CGLU - Sommet Mondial des Gouvernements Locaux et Régionaux :

1. Reconnaissons le droit à un logement convenable et ses sept composants (sécurité d'occupation, existence et disponibilité des services de base, habitabilité, abordabilité, facilité d'accès, emplacement, et le respect du milieu culturel) comme le cadre principal pour faire progresser les stratégies locales de logement fondées sur les droits, en cohérence avec notre engagement envers la campagne du Shift et la Déclaration de CGLU "Les villes pour un logement convenable".
2. Reconnaissons la Déclaration de CGLU "Villes pour un logement convenable" et ses cinq axes stratégiques comme un cadre clé pour le développement des priorités stratégiques de CGLU en matière de logement pour la période à venir. Nous souhaitons développer davantage son contenu et inclure de nouvelles perspectives de plaidoyer et de politique qui reflètent mieux les diversités thématiques et régionales existant dans le cadre de notre organisation. La Communauté de pratique sur le logement de CGLU permettra l'échange de pratiques concrètes, ainsi que la promotion collective de la mise en œuvre du droit à un logement adéquat.
3. Reconnaissons que les collectivités territoriales adoptent de plus en plus une approche intégrée des problématiques du logement, rappelant que le logement occupe une fonction sociale essentielle et contribue de façon déterminante à la réalisation du Droit à la ville. Nous pensons que le logement est étroitement lié à différents enjeux en matière de droits humains, tel que l'accès aux services de base, la non-discrimination ou l'égalité des genres. L'Agenda

2030 et le Nouvel Agenda urbain sont également des occasions de renforcer une approche intégrée du droit à un logement convenable.

4. Demandons aux gouvernements nationaux d'élaborer des stratégies de logement fondées sur le respect des droits avec la pleine participation et collaboration des gouvernements locaux. L'allocation des ressources financières est un élément central de la coopération. Nous encourageons également les partenaires internationaux, les bailleurs et toutes les parties prenantes concernées à délocaliser les financements afin de faire progresser la mise en œuvre du droit à un logement convenable.
5. Nous nous engageons à poursuivre ce processus à partir des jalons posés par le « Shift », et à poursuivre notre partenariat avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le logement convenable. Nous reconnaissons également l'importante contribution de la société civile mondiale et des mouvements sociaux mobilisés pour le droit au logement et le Droit à la ville.
1. Nous appelons à une coopération renforcée entre les gouvernements locaux afin d'avancer sur la réalisation d'un agenda mondial sur le logement, dans le cadre de l'Agenda 2030 et sa prochaine décennie de mise en œuvre.

#UCLGCongress  
[www.durban2019.uclg.org](http://www.durban2019.uclg.org)

